



les nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 770 - 16 Juin 2004

Prix : 0,38 €

Après les européennes continuons les luttes



Le 5 juin à Nantes et à St Nazaire des milliers de manifestants sont descendus dans les rues pour défendre leur protection sociale

Vite lu

Nous voilà déjà au dernier numéro des "Nouvelles" avant les vacances que nous souhaitons, bien évidemment, profitables à toutes nos lectrices et lecteurs. C'est ainsi la conclusion d'un semestre riche en événements qui a donné à la gauche dans notre département et notre région, de nouvelles positions électorales et de nouvelles responsabilités pour lesquelles les élus communistes entendent peser de tout leur poids. Ce numéro 770 abordera les dernières échéances européennes avec une première analyse des résultats

et reviendra largement sur la Fête de Saint-Nazaire qui a rencontré un large écho.

Bien entendu, comme à notre habitude, nous traverserons grâce à nos rubriques, l'actualité politique et sociale de notre département avec une attention particulière en page 6, aux attaques gouvernementales contre la Sécurité sociale.

Les enquêtes montrent que chaque année, plus de 40% des Français ne partent pas en vacances. C'est à eux, particulièrement, que va notre sympathie en cette fin de mois de juin avec l'impatience de nous retrouver dès la fin du mois d'août avec une nouvelle édition de notre bimensuel.

● Editio

Tout a été fait durant ces élections européennes pour que les vraies questions ne soient pas débattues. La quasi-totalité des médias et des forces politiques ont attendu les deux dernières semaines pour faire connaître les enjeux du scrutin.

Cette absence délibérée d'un véritable débat public est révélatrice de la volonté des principales forces politiques, de vouloir tenir les Françaises et les Français à l'écart de la construction européenne.

Les principales questions, l'élargissement, la Constitution européenne, les problèmes internationaux n'ont quasiment pas été

abordées. La volonté affichée du bipartisme de la part du Premier Ministre et des dirigeants socialistes, est tout aussi scandaleuse et participe de l'abstention. Mais les élections passées, les problèmes demeurent et il est urgent d'amplifier les combats pour se débarrasser de la droite et des politiques libérales.

Le soutien du Parti Communiste et de ses élus aux salariés EDF/GDF, comme leur engagement dans les collectifs "Touche pas à ma Sécu" participent de ces batailles. Soutien aux luttes, initiatives de rassemblement, popularisation des propositions communistes, débat porté par les élus com-

munistes dans les différentes collectivités, autant d'engagements pour les militants communistes et leurs élu(e)s. Mais la question fondamentale reste l'alternative à construire, à gauche, par le débat citoyen, par l'engagement des forces politiques, à entendre les exigences populaires et construire des politiques répondant à ces attentes, tant dans les domaines de l'emploi, de la défense et du développement des services publics, de la santé, de l'école, des libertés individuelles.

Autant d'engagements qui portent en eux, une France et une Europe progressiste, porteuse d'un projet émancipateur.

En bref

Bonne fausse nouvelle

Notre Ministre de l'Economie, Nicolas SARKOZY réussirait à nous étonner si l'on faisait partie de la catégorie des naïfs à en juger sa dernière trouvaille : faire baisser les prix de 3 à 5% dans les grandes surfaces. Si les choses étaient si faciles, s'il s'agissait seulement de manier la baguette magique, alors pourquoi ne pas avoir utilisé la poudre de perlin pinpin plus tôt, pour juguler l'inflation? Peut être tout simplement parce que personne avant lui, n'avait eu le culot de proposer d'un tel scénario... tout simplement.

Derrière tout ça ?

Il y a d'abord de la part du locataire de Bercy, l'annonce très médiatique de la proposition de baisse des prix et derrière, d'autres propositions qui sont elles, très concrètes, pour les propriétaires des grandes surfaces. Il s'agit simplement de supprimer les demandes aux pouvoirs publics, d'extensions des magasins laissant ainsi le champ libre à la grande distribution de s'étendre selon sa seule volonté, sans contrôle et sans aucune contrainte. C'est pas beau le libéralisme, vu comme ça ! ...

Et puis ... ensuite...

La question est de savoir qui va payer ces 3 à 5% de baisse des prix aux consommateurs. Certes, les discussions entre Bercy et les représentants des grandes surfaces ne font que commencer, mais le sujet mérite que l'on s'y attarde. Souvenons-nous de toutes ces revendications et actions des agriculteurs, des pêcheurs et autres catégories professionnelles au sujet des prix pratiqués par les grandes surfaces. Ne croyez-vous pas que ce sont eux dans un premier temps, qui vont faire les frais de l'opération sans que les profits des Leclerc, Carrefour et consort, ne soient rognés ?

La face cachée...

Connaissant les appétits gargantuesques de la grande distribution et la générosité insoupçonnée de Bercy en faveur du grand capital et, ayant attentivement suivi le feuilleton des ouvertures hebdomadaires des grandes surfaces, quelque chose me dit que l'on pourrait bien s'orienter vers un accord prévoyant en plus des quelques aspects abordés, l'octroi de nouvelles facilités quant aux ouvertures dominicales des commerces.

Je suis mauvaise langue... non, seulement inquiet de l'évolution de la situation.

Quand on aime...

Notre Premier ministre, RAFFARIN, dans une interview accordée au Figaro ces derniers jours, vient de déclarer qu'il entend continuer les réformes engagées par son gouvernement. C'est ainsi qu'après les retraites, difficilement passées dans l'opinion publique, la Sécu qui fait l'objet d'importantes actions actuellement, il va s'attaquer à l'école et à la recherche dès la rentrée de septembre. Attention, attention, une réforme peut donc en cacher une autre si nous laissons faire.

De vous à moi

L'overdose, c'est vraiment ce qui m'est arrivé en ce magnifique week-end du début de mois de juin en regardant la télé, en écoutant ma radio ou en ouvrant la presse locale. Quelle avalanche d'infos, de débauche de moyens pour ce 60ème anniversaire du débarquement. Quelle avalanche, d'un niveau que nous n'avions jamais connu auparavant, pour aucun autre anniversaire de cet événement qui a permis, c'est vrai, de changer la face du monde.

Alors pourquoi cela ? Pourquoi utiliser cet événement? L'explication de l'âge des acteurs de cette formidable armada ne me satisfait pas, ils étaient en effet bien en capacité physique et intellectuelle d'être présents et plus nombreux 50 ans après le débarquement, mais on ne les a pas invités... Pire encore, pour certains, à l'image des survivants du commando KIEFFER, on avait même "oublié" de les décorer... Je reste donc sur ma faim quant aux explications officielles.

Il y a, c'est évident, d'autres raisons et, sans aller chercher plus loin, les images qui ont été diffusées tout au long de la journée de dimanche, ont d'elles-mêmes, donné la réponse à mon interrogation.

Alors que l'ensemble des médias fait une impasse calculée sur les échéances électorales des européennes du 13 juin et sur leurs enjeux, on distille savamment les poignées de mains, les accolades et discours des chefs d'états invités qui, tous, vont dans le même sens, celui de leur entente pour diriger leur Europe, celle de l'argent et des dominations. On en profite même, c'est la cerise sur le gâteau, pour donner la bonne place au président BUSH qui se retrouve du même coup, le représentant de la liberté, le sauveur de l'humanité, je ne sais quoi encore quand il déploie ses armées en Irak et torture les prisonniers. En fait, c'est sur le dos des vétérans, de tous ceux qui ont fait ce 6 juin 1944 que l'opération est montée, et en oubliant au passage, la Résistance française sans laquelle le débarquement n'aurait pu avoir lieu.

Triste scénario politiquement incorrect que celui servi par l'Elysée, Bonn, Londres ou Washington, ce 6 juin 2004.

Cela ne m'empêchera pas de penser à tous ces jeunes de nombreuses nationalités qui, à l'aube de leur vie, à 20 ans, se sont retrouvés sous la mitraille des plages normandes, à ceux qui ont donné de leur sang et leur jeunesse dans la résistance pour que les hommes puissent vivre debout. Je pense à eux et n'accepte pas la récupération politicienne dont ils ont fait l'objet ni cette façon de refaire l'histoire, 60 ans après.

Y.C.

EDF : montée en puissance



C'est parce que le Député UMP de Loire-Atlantique Serge POIGNANT, est le rapporteur du projet de loi sur la politique énergétique de la France, que les représentants des syndicats de l'EDF du département se sont invités à la mairie de Basse-Goulaine pour faire part à l'élu, de leurs positions concernant les projets gouvernementaux du statut de leur entreprise.

Les syndicats ont profité de cette entrevue pour demander quelques explications concernant le retrait du rapport, de certaines annexes comme le principe de garantie de sécurité, d'approvisionnement ou la notion de péréquation tarifaire.

Le Député, dans ses explications, en est bien entendu resté à la défense du projet gouvernemental, ce qui a valu une action

symbolique des agents de l'EDF qui durant quelques instants, ont coupé l'alimentation électrique à la Mairie.

Selon les syndicats, de nouvelles actions sont envisagées dans les prochains jours. Nationalement, après les importantes actions syndicales qui se sont déroulées ces dernières semaines, la Fédération CGT de l'énergie, lors d'une rencontre avec Nicolas Sarkozy, déplore que le gouvernement reste campé sur ses positions. **"Il y aura de plus en plus d'actions et de coupures"** a indiqué le responsable national du syndicat. **"Il ira jusqu'au bout, nous a dit le Ministre, et bien nous aussi"** a rétorqué le responsable syndical. **"Nous lui demandons de retirer son projet, et nous pourrions ensuite rentrer dans une discussion sereine"**.

Fonctionnaires : Unanimité syndicale

L'ensemble des Fédérations syndicales des fonctionnaires ont claqué la porte du Ministère suite aux négociations avec le ministère de tutelle concernant les départs anticipés pour les fonctionnaires ayant commencé à travailler très tôt.

Elles dénoncent dans une déclaration commune les restrictions "inacceptables" dans les conditions imposées par le gouvernement.

Les syndicats CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, CFCT et CGC condamnent des mesures qui multiplient les obstacles à l'ouverture des droits et conduisent à ce que, de manière discriminante, il n'y ait pas de fonctionnaires qui puissent bénéficier de départs anticipés. L'ensemble des syndicats exige du gouvernement des propositions sérieuses.

Le Ministre de la Fonction publique, Renaud DUTEIL, propose en effet pour le 1er janvier 2005, la possibilité d'un départ en retraite anticipé pour les agents de 59 ans ayant travaillé avant l'âge de 17 ans et qui justifient de 42 années de cotisations dont 37,5 ans la fonction publique. Ce n'est qu'en 2008 que sera offerte, la possibilité aux fonctionnaires ayant commencé à travailler à 16 ans, de pouvoir partir à 58 ans.

Cette nouvelle démonstration de RAFFARIN et de ses amis, s'inscrit une nouvelle fois dans les orientations libérales du gouvernement en matière sociale. Les Fédérations syndicales de la fonction publique ne devraient pas en rester là. Il faut s'attendre à des actions dans les prochaines semaines.



**Après les élections européennes
L'ALTERNATIVE RESTE A CONSTRUIRE**



Que disent les 57 % d'abstentionnistes ? A défaut de réponse globale, on peut, sans trop s'avancer, affirmer qu'une grande partie d'entre eux, n'affiche pas un enthousiasme pour l'Europe telle qu'elle se construit. Ils délivrent en outre un message : une nouvelle sanction infligée au gouvernement après celle des régionales. Même si le mode de scrutin amortit le choc. Cette sanction est visible dans le résultat du PS (29 %). Il exprime à l'évidence un fort rejet de la politique gouvernementale de la droite. De là à signifier un vote d'adhésion au projet socialiste, ce serait aller un peu vite en besogne. A droite, l'UMP, largement distancée avec 16,6 % seulement par le PS, échoue dans son objectif d'être le grand parti de la droite et du centre. L'UMP piétine, talonnée par

l'UDF plus que jamais décidée à exprimer son autonomie. Les Verts, quant à eux, espéraient beaucoup de cette élection. Leur résultat est en baisse de 2 % par rapport à 1999. " Forcer la main aux grands " du Parlement européen, telle est l'expression de Daniel COHN-BENDIT pour justifier un dialogue potentiel avec le parti de François BAYROU ! Choix stratégique en cause également avec le nouvel échec des listes LO-LCR après celui des régionales. Après avoir frôlé la barre des 10 % aux présidentielles de 2002, les deux formations alliées réalisent 2,5 %. " Le PCF fait de la résistance ", affirme le Monde et nombre d'observateurs estiment que malgré le recul par rapport à 1999 où la liste de Robert Hue avait réalisé 6,75 %, le score réalisé (5,25 %) et les 2 élus

(Francis WURTZ en Ile de France et Jacky HENIN dans le Nord-Ouest), constituent " un résultat appréciable " pour un parti donné comme mort il y a deux ans à peine. Des résultats qui confortent donc le PCF même si l'heure n'est pas au renouveau définitif. Le score du PCF confirme celui des régionales. Il se " nationalise " puisque les Communistes dépassent les 5 % dans 5 circonscriptions sur 7. Et il montre surtout l'existence d'un espace politique pour le PCF et des possibilités pour continuer à s'ouvrir au mouvement social. C'est un élément de confiance dans la période qui s'ouvre pour relancer la bataille pour faire échec au projet GISCARD de Constitution européenne, contre la privatisation d'EDF ou pour défendre la Sécurité sociale.



Résultat définitif en France

Inscrits : 41 518 036 Votants : 17 764 050
Exprimés : 17 168 995 Participation : 42,79 %
Répartition :

Parti	Voix	%	Élus
PCF	900 601	5,25%	2 élus
PCR	109 421	0,64%	1 élu
PS	4 960 099	28,89%	31 élus
PRG	121 605	0,71%	-
Verts	1 271 048	7,40%	6 élus
LO-LCR	432 615	2,91%	-
LO (Outre mer)	7 421	0,04%	-
PT	131 467	0,77%	-
UDF	2 050 390	11,94%	11 élus
UMP	2 856 042	16,63%	17 élus
MPF	1 145 461	6,67%	3 élus
DVD	500 417	2,91%	-
CPNT	297 384	1,84%	-
RPF	291 426	1,70%	-
DIV	195 322	1,14%	-
CAP 21 (IDF)	98 663	0,57%	-
MEI (Est)	61 443	0,36 %	-
MNR	53 620	0,31%	-
FN	1 684 775	9,81%	7 élus



**En Loire Atlantique
les 10 meilleurs résultats
et ceux des principales villes**

VILLE	VOIX	%
TRIGNAC	276	13,89
ST JOACHIM	134	11,19
ST MALO DE GUERSAC	113	11,38
MONTOIR DE BRETAGNE	178	10,98
COUERON	474	8,20
ST NAZAIRE	1291	6,92
LA MONTAGNE	137	6,86
DONGES	163	8,40
MALVILLE	51	6,04
CROSSAC	49	6,57



**Résultat Grand Ouest
et Loire Atlantique**

TETE DE LISTE	GRAND OUEST		LOIRE ATLANTIQUE	
	voix	%	voix	%
M. MARECHAL Samuel	143 493	5,62	17 883	4,74
Mme. DEFRANCE Hélène	58 800	2,30	9 000	2,39
M. LE PIVERT François	18 368	0,72	2 260	0,60
Mme. BACHELOT Roselyne	377 979	14,81	44 134	11,71
M. LE HYARIC Patrick	104 623	4,10	14 011	3,72
M. POIGNANT Bernard	789 189	30,92	125 095	33,19
Mme. AUBERT Marie-Hélène	195 538	7,66	34 436	9,14
M. HUNAUT Michel	79 532	3,12	23 628	6,27
M. REY-ROBERT Ludovic	33 800	1,32	4 413	1,17
M. BOLEN Jean	19 074	0,75	2 561	0,68
M. VILLIERS DE Philippe	315 454	12,36	43 677	11,59
M. CLOPEAU Denis-Serge	4 926	0,02	578	0,15
M. SANCHEZ Fabrice	50 808	1,99	8 330	2,21
M. BIDOU Thomas	3 138	0,12	342	0,09
M. LE GUEN Jo	55 958	2,19	6 952	1,84
Mme. GUILLEMIN-LUGE Josiane	923	0,04	232	0,06
M. MORILLON Philippe	297 866	11,67	38 943	10,33
M. LE TALLEC Michel	478	0,02	84	0,02
MONTENOT Joël	66	-	7	-
Mme DOIMI DE FRANKOPAN	1 889	0,07	331	0,09
RESTIER Fabrice	82	-	4	-

VILLE	VOIX	%
ST NAZAIRE	1291	6,92
REZE	629	5,35
ST HERBLAIN	525	4,09
NANTES	2823	3,67

**Un résultat appréciable du PCF
en Loire-Atlantique**

Avec 13 927 voix, soit 3,70 % des suffrages exprimés, le PCF ne retrouve certes pas son résultat de 1999 qui était alors de 17 536 voix et 4,94 %. Le tassement observé par la presse régionale et locale est réel mais ce résultat mérite une analyse plus fine. La tendance est dans le département la même qu'au plan national même si l'effet " vote utile " en faveur du Parti dominant à gauche est ici, plus sensible en raison des positions municipales, départementales et régionales du PS. Il faut ajouter à cela un abstentionnisme plus important qu'en 1999 (54,02 % cette fois contre 52,60 % en 1999), plus fort encore parmi l'électorat des quartiers populaires. Il est, cependant tout aussi vrai, d'observer que ce résultat des européennes est à rapprocher de ceux des présidentielles et législatives de 2002 ou encore des récentes cantonales. Si l'effet "21 avril" n'est à l'évidence pas gommé, le début de redressement du PCF doit être considéré comme appréciable. La direction fédérale du PCF l'indiquait dès le dimanche soir dans un communiqué adressé à la presse : "les électrices et les électeurs qui ont voté pour la liste conduite par Patrick LE HYARIC et Maryse SOUCHARD pourront compter sur des élus communistes pour porter dans l'enceinte du Parlement européen, la voix des luttes et du mouvement social. Ces résultats, encourageants, permettent aux communistes de s'inscrire dans une dynamique pour poursuivre le débat qu'ils ont engagé avec les citoyen(ne)s sur les enjeux politiques à l'échelle européenne. Ainsi, ils poursuivront dès les prochains jours, leur action avec toutes celles et tous ceux qui ont combattu l'actuel projet de Constitution européenne pour lui faire échec. Le PCF continuera à peser dans le débat politique pour la construction d'une autre Europe, par l'affirmation de choix anti-capitalistes, pour une Europe de progrès social."

Quand la Fête est celle des citoyens, elle est obligatoirement belle !

Au lendemain de l'édition 2004 de la "Fête des Nouvelles", la presse locale sonnait juste en titrant pour Presse Océan : "Quand la Fête des Nouvelles est la fête des citoyens militants" ou pour Ouest France sur "Les jeunes communistes en marche"

Interrogeant au gré des allées, les participants à cette fête, les journalistes constatent l'état d'esprit offensif, constructif des communistes réunis au Parc Paysager en ce week-end de Pentecôte.

C'est ainsi qu'aux réponses de l'élue de Trignac qu'ils considèrent au service des citoyens, ils reviennent avec un militant nazairien sur l'histoire sur l'histoire de cette fête qui il faut le dire au passage, est maintenant la seule de ce type au niveau de notre département, ils côtoient ensuite cet ancien militant qui n'a rien perdu de sa combativité en tant que militant syndical et politique pour interroger enfin, une jeune femme qui déclare que militer, c'est prendre ses affaires en mains.

On est loin ainsi, des sombres images que l'on donne de la politique, du Parti Communiste Français. Certes, la crise de la politique, les coups qui ont été et sont encore portés contre les



Communistes, laissent des cicatrices mais les réalités sont là, bien là. Il y a dans ce pays, dans ce département, des forces vives, combattives qui veulent continuer un combat qui n'est pas ringard, qui n'est pas utopique, qui n'est pas dépassé ! C'est le combat communiste pour un autre monde.

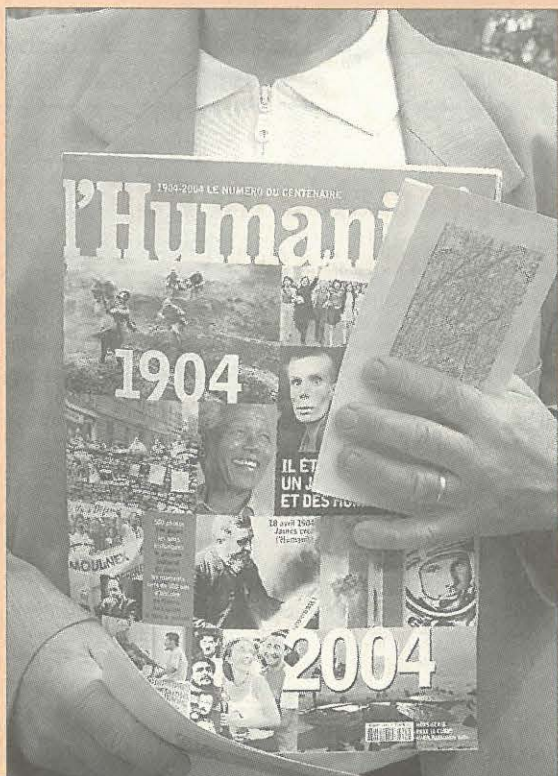
Convergence des luttes



Au pied de la scène centrale, le stand des Comités de défense de la Sécu ne pouvait pas se manquer. Un lieu de coordination des actions qui se concrétiseront quelques jours plus tard par les grandes manifestations de Nantes et Saint-Nazaire. Comment, de Couëron aux Sorinières en passant par la Brière et autres, s'engage-t-on dans l'action ? Quelles expériences, quelle activité des comités ? Autant de questions qui ne sont pas restées sans réponse, durant le week end.

Cent ans après Jaurès

Profitons de la Fête des Nouvelles pour donner une autre dimension, une dimension politique et festive, au centième anniversaire du journal de Jaurès. C'est la réflexion de toutes celles et tous ceux



qui, en ce samedi soir, s'étaient réunis sous le grand chapiteau du Parc Paysager.

Jean-Paul PIEROT, éditorialiste du journal, présent sur la fête, a su, avec quelques mots, après avoir animé un débat, marquer cet instant qui s'est conclu par un bon repas et quelques pas de danses au son des accords de l'orchestre.

Au soir de la fête, près de mille exemplaires de l'Huma spécial Centième anniversaire, étaient diffusés sur le département.



Tirage de la tombola

Pour des raisons techniques, le tirage de la tombola ne peut être communiqué dans cette édition des "Nouvelles". Nous vous encourageons donc à garder précieusement vos vignettes d'entrée jusqu'à la fin du mois d'août, date de sortie du prochain numéro dans lequel nous donnerons la liste des gagnants.

Cité du Livre, lieu d'échange et de réflexion.

Il est maintenant acquis que le stand du Livre de la Fête dégage une grande complicité entre l'auteur et le lecteur. Cette année encore la tradition ne s'est pas démentie. Avec le partenariat de la Librairie "La



Voix au Chapitre" de Saint-Nazaire et des auteurs locaux, la fréquentation de ce stand n'a cessé durant les deux jours de la Fête.

Débat sans tabou



Depuis quelques années, la première grande initiative du dimanche matin de la Fête, c'est le face à face entre les représentants de la presse locale et l'invité politique de la Fête. Cette année encore, par la personnalité de chacun de nos invités, par la pertinence des questions du journaliste de Ouest France, notre ami Marc Leduc, ce moment fut l'un des grands événements politiques du week-end au Parc Paysager. Comprenons-nous bien, telle pourrait être, en la résumant, la synthèse d'une grosse heure de débat et d'échange courtois, sans concession devant plus de cent personnes.

Avec Patrick LE HYARIC et les candidats aux européennes

Le meeting politique avec la tête de liste et les candidats aux européennes, était attendu par de nombreux militants qui s'étaient massés devant la grande scène de la Fête. Un moment politique fort où, Maryse SOU-CHARD, Paul



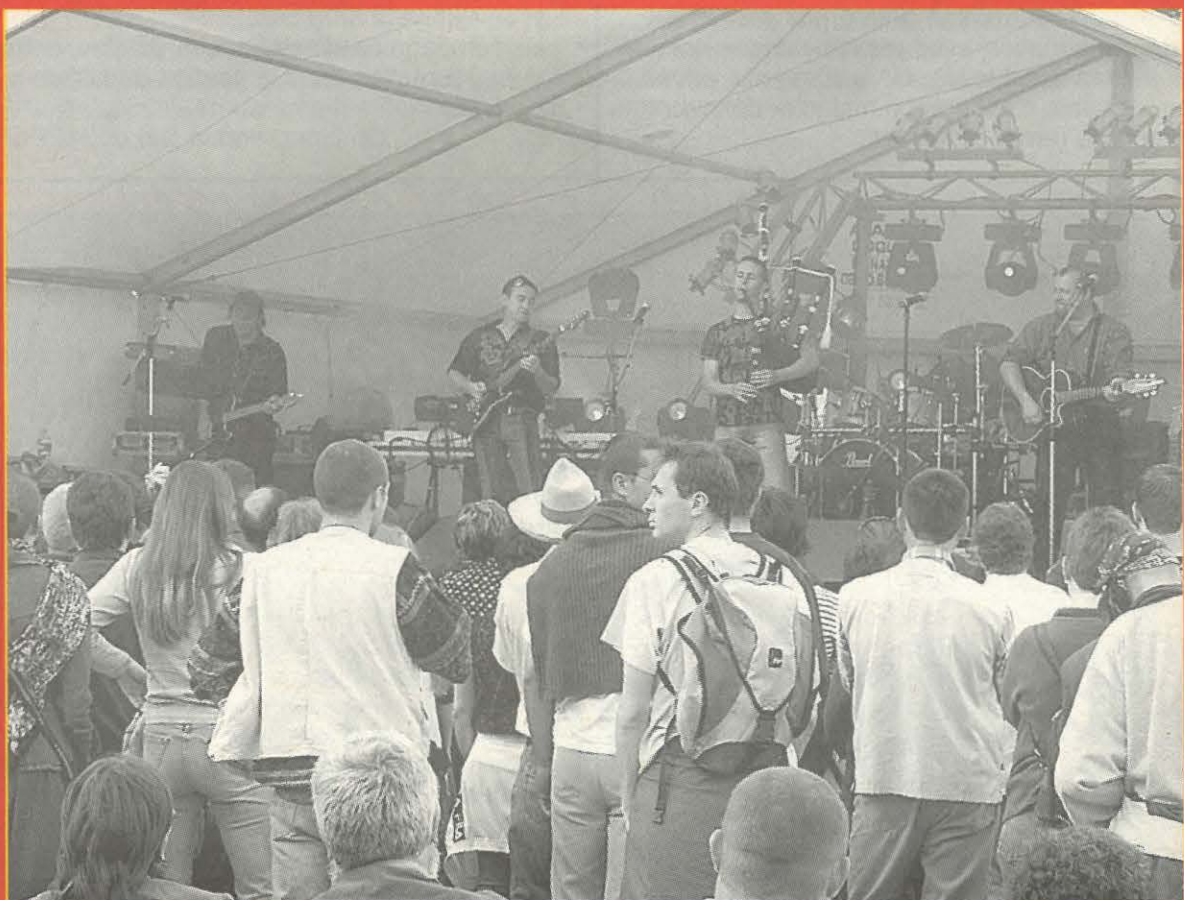
ROBERT et autres colistiers donnaient de nouvelles raisons de voter 15 jours après pour la liste sur laquelle ils et elles étaient présents. Patrick LE HYARIC avec ses fortes qualités d'orateur est longuement revenu sur le sens de la liste qu'il conduisait, sur l'intérêt des propositions qu'il formulait et du sens de l'Europe qu'il entendait mettre en avant : pas une Europe de chômage, de misère et de précarité mais une Europe de progrès social où les citoyens auraient toute leur place.

Des nouvelles forces pour agir

Tous les ans, notre fête est un moment privilégié pour le renforcement du Parti Communiste Français et la lecture de la presse communiste. 2004 n'aura pas failli à cette bonne tradition puisque 30 adhésions au PCF étaient comptabilisées à l'issue de la Fête et plusieurs participants avaient décidés de s'abonner au journal l'Humanité ou à l'Humanité Hebdo.

Tout finit par des chansons

C'est un vrai festival auquel nous a conduit "Soldat Louis" pour finir ce week-end réussi au Parc Paysager de Saint-Nazaire. Deux heures de musique, de rythme, de chansons que l'on aime à accompagner. Un public jeune, parmi lequel toutes les générations se retrouvaient sans différence avec le même souci d'une certaine communion. Tous les ans, me confiait un participant au spectacle le choix des artistes est judicieux. Cette année, le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est très judicieux, j'attends donc l'année prochaine avec impatience car pour 5€ d'entrée, je ne trouverais jamais un pareil spectacle et une telle ambiance.





Sécu : refusons l'inacceptable

**La réforme de Douste-Blazy :
Une réforme qui casse notre Sécurité sociale solidaire,
qui engraisse les assurances privées.
qui va faire payer les assurés sociaux**

Mesures de Douste-Blazy	Commentaires du PCF
Un forfait d'un euro pour chaque consultation, non remboursable par les complémentaires.	Ce n'est qu'un début, le forfait risque d'augmenter encore.
Augmentation du forfait hospitalier pendant trois ans avec un euro de plus immédiatement, ce qui le porte à 14€. Poursuite des déremboursements : le remboursement des médicaments se fera sur la base du prix du générique le moins cher.	En 1984, lors de sa création, il était de 3€. En vingt ans, 433% d'augmentation ! Si un médicament est efficace, il doit être remboursé à 100%. S'il ne soigne pas, il doit être retiré de la vente.
Obligation de passer d'abord par un médecin traitant, avant d'aller chez un spécialiste. Sinon, le remboursement ne sera que partiel	Ceux qui pourront payer, accéderont aux services des spécialistes qui pourront ainsi pratiquer des dépassements d'honoraires.
Instauration du dossier médicalisé informatisé. Le patient devra en autoriser l'accès aux médecins pour être pris en charge par la Sécu.	Consigner toutes les données médicales sur Internet risque fort d'être une véritable usine à gaz, totalement inutilisable. C'est une grave atteinte aux libertés individuelles. A qui serviront-elles ? Aux assureurs ? Aux banques pour un crédit ? Aux employeurs ?
Chasse aux arrêts maladie abusifs avec sanction des médecins et remboursement des indemnités journalières par les assurés.	Aucune contrainte pour les entreprises qui mettent en danger la santé de leurs salariés !
Mesures de financement : • Augmentation de la CSG pour les salariés : une ponction de 1 milliard d'euros ; • Pour les retraités : 560 millions d'euros ; • Prolongement de la CRDS jusqu'en 2014. • Augmentation de la contribution spécifique de solidarité des entreprises de 0,03 %	• Financement essentiellement supporté par les assurés sociaux, symbolique pour les patrons. La CSG est un impôt inéquitable : 88 % proviennent des revenus du travail.
Réforme de la gouvernance • Création d'une Haute autorité de santé publique nommée par l'Etat pour évaluer l'utilité médicale des produits de santé avant remboursement. • La direction de l'assurance-maladie par un Conseil composé en nombre égal par les représentants des assurés sociaux désignés par les syndicats et les délégués employeurs. • Un directeur nommé pour 5 ans par l'Etat. • En concertation avec les assurances complémentaires (mutuelles et assurances privées), les caisses d'assurance-maladie définiront le niveau de remboursement	• C'est la fin de la Sécurité sociale gérée au moins en partie par les représentants des assurés sociaux. • C'est le refus de l'élection des administrateurs par les assurés sociaux et, au contraire, les pleins pouvoirs à un directeur nommé par l'Etat. • Désormais, la sécu, les mutuelles et les assurances définiront ensemble ce qui sera remboursé et ce qui ne le sera pas. • Les compagnies d'assurances privées entrent avec les mutuelles dans la gestion de la Sécu. • La privatisation est en marche. On comprend la joie du MEDEF !

Alors que les comités de défense de la Sécu, initiés par les Communistes, redoublent d'activité dans les localités du département, le Ministre de la Santé, DOUSTE-BLAZY continue d'affiner son plan de remise en cause de cette formidable conquête ouvrière.

C'est ainsi que plus de 150 signatures ont été collectées en quelques heures sur le marché de Savenay par le collectif, que de très nombreuses associations, syndicats et partis politiques ont rejoint celui de Saint-Nazaire parmi lesquels, la CGT, Femmes solidaires, ATTAC, Le groupe des 10, le MRAP, la FSU, la LCR, le Parti Communiste Français... Dans d'autres localités comme à Couéron ou aux Sorinières, de nouvelles rencontres sont prévues en vue de nouvelles initiatives.

Les manifestations du 5 juin à Nantes et à Saint-Nazaire ont réuni plusieurs milliers de personnes où chacun a pu constater des rangs de la CGT, extrêmement serrés. Notons également dans ces manifestations, les banderoles du Parti Communiste "Touche pas à ma Sécu" et à Saint-Nazaire les Elus communistes de Trignac regroupés derrière leur calicot.

Une première journée de manifestation qui, nationalement, a réuni plus de 250 000 personnes et qui en appelle d'autres avant la discussion prévue à l'Assemblée nationale début juillet.



Pour faire avaler la pilule

Les grandes manœuvres sont commencées pour faire passer le projet de réforme de la Sécurité sociale "en douceur". A peine les manifestations du 5 juin disloquées, le Ministre de la Santé présente un certain nombre de points pour amadouer quelques "partenaires" comme la CFDT ou la Mutualité française. C'est ainsi que sans rien lâcher sur le fond du dossier, le Ministre affirme avoir écouté la rue et abat un joker qui peut ressembler à un pétard mouillé mais qui sur le fond risque d'entraîner des difficultés dans une unité syndicale fragile. Il s'agit de mettre en place une aide financière à l'acquisition, pour les plus défavorisés, d'une assurance complémentaire. Aussitôt annoncé, tant du côté de la Mutualité que de la CFDT, on affichait une certaine satisfaction. Toutefois, sans rejeter des mesures qui peuvent aider les plus démunis, les questions de fond quand au financement et au niveau de la protection sociale, restent d'actualité. Signe, d'ailleurs, des craintes qui demeurent sur les risques de privatisation de notre système de santé : les assurances se sont immédiatement félicitées de cette "ouverture ministérielle". Il ne fait aucun doute que l'action sera déterminante sur ce dossier et que la période choisie par le gouvernement, de début juillet, pour que le Parlement débâte du projet gouvernemental, n'atténuera en rien la mobilisation.



Contre les expulsions

L'annonce faite par Jean Louis BORLOO concernant la mise en place d'un moratoire sur les expulsions a donné lieu à un communiqué de presse de l'ANECR. L'association des élus communistes marque sa satisfaction pour la victoire remportée sur une "pratique d'un autre âge", en analyse les causes, mais appelle à la vigilance sur la mise en œuvre du moratoire. Il semble en effet que la latitude laissée aux préfets par la circulaire, le positionnement de l'Union sociale pour l'habitat (association de propriétaires), la garantie non concrétisée, au-delà de la promesse, de maintien de l'APL, la continuation de la recherche d'économie par ce gouvernement ne sont pas sans comporter des risques de dérives dans la mise en œuvre effective du dispositif. Le secrétaire d'Etat au logement, dans la présentation du dispositif à l'Assemblée Nationale ne dit il pas : "Le coût pour l'Etat est de 10 millions d'euros. La mise en place d'un tel dispositif de prévention sociale revient cinq à dix fois moins cher que le coût des expulsions..."



Conseil Régional : Décentralisation

A la demande d'Alain ROUSSET, Président de l'association des Régions de France, le jeudi 10 juin 2004, toutes les régions de gauche ont tenu une séance plénière consacrée à l'examen des conséquences des projets de loi sur la décentralisation. Le groupe communiste, par l'intermédiaire de son Président, est intervenu pour permettre d'éclairer les français sur les menaces que ces textes représentent pour eux, notamment en terme d'impôts locaux et de maintien des services publics.

Facture d'eau potable : A TRIGNAC les bons comptes font les bons amis.... !



Alerté par la CNL et les habitants des "Cormorans", Jean-Louis LE CORRE, Maire de la commune, a obtenu du Crédit Immobilier et Familiale et du Service Assainissement de la CARENE que les locataires soient remboursés de leur facture d'eau potable erronée. 200 et 300€ par logement seront ainsi remboursés.

Pour le PaCS en mairie

Les élus communistes nantais se sont adressés conjointement avec les élus des groupes Alternatifs-UDB et Verts à Jean-Marc Ayrault pour que la ville de Nantes apporte sa contribution à la lutte contre toutes les formes de discrimination en organisant une cérémonie civile du PaCS en mairie à l'instar de ce qui se pratique dans un certain nombre de communes en France.



La commune de Trignac s'est déclarée Hors Zone d'Accord Général sur le commerce des Services. Le 4 juin 2004, le Conseil Municipal a décidé de décliner le logo Hors Zone AGCS sur le site informatique de la commune et sur ses supports de communication. Ce choix exprime la volonté municipale de préserver et développer les services publics d'intérêt général. L'AGCS va contribuer à exacerber la concurrence entre les territoires à l'échelle du Monde et à favoriser la chute des revenus et des salaires.

EDF-GDF doit rester une entreprise publique

Sur proposition de Sabine MAHE, première Adjointe au Maire de Trignac, 25 des 29 élus du Conseil Municipal ont adopté un vœu pour qu' EDF GDF conserve son statut public. Le Gouvernement souhaite changer le statut d'EDF GDF. L'entrée dans le capital aux d'investisseurs privés conduirait à sa privatisation. Cette spoliation priverait la population d'un service public essentiel au développement des territoires et le pays d'un outil nécessaire pour ses politiques industrielles et d'aménagement du territoire. Avec la privatisation, la politique d'investissement ciblerait les zones "rentables" au détriment des usagers de proximité et de l'emploi. Le Conseil invite donc au gouvernement de surseoir au changement de statuts d'EDF et GDF. Pour développer et rénover EDF-GDF il demande:

1. de donner de véritables pouvoirs de décision aux salariés, aux usagers et aux élus locaux dans à la gestion de l'établissement public;
2. de permettre le maintien sur tout le territoire du principe de prix unique de l'énergie ;
3. d'assurer le rayonnement et le développement d'EDF-GDF par la constitution d'un pôle public de l'électricité et du gaz afin de garantir notre approvisionnement et notre indépendance énergétique ;
4. de construire, de nouveaux moyens de production et poursuivre les efforts de recherche et de développement afin d'éviter les pénuries, maîtriser l'avenir énergétique et contribuer à préserver l'environnement.

Conseil Communautaire de la CARENE du 25 mai 2004

• TRIGNAC/SAINT NAZAIRE

Projet de développement Urbain Nord déclaré d'intérêt communautaire !

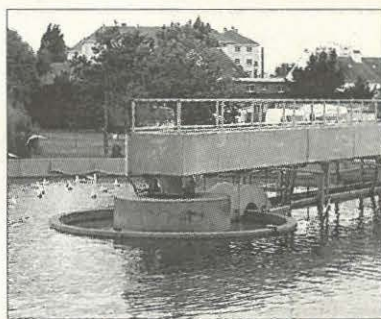
Situé sur les deux Communes, il constitue aujourd'hui une priorité du développement de la Communauté. Il intègre une opération de renouvellement urbain des quartiers de Prézégat, Savine, Herbins et Certé. La mise en œuvre de ce projet du futur pôle multimodal de la Gare TGV de Saint Nazaire a pour ambition, à l'échelle du bassin de vie, d'améliorer les déplacements tout en facilitant le développement des transports collectifs.



Le groupe des Elus Communistes et Républicains de la CARENE se félicite de cette décision. Il considère que le travail de la commission "Transports/ Aménagement de l'Espace" et celui du comité de pilotage doivent permettre d'élaborer un projet global de transports collectifs. Cette zone positionnée au centre de l'agglomération, permet d'envisager l'élaboration d'une politique de transport compatible avec un développement harmonieux du territoire et des activités pour les habitants de nos 10 communes.

Jean-Louis LE CORRE Maire de Trignac a déclaré : "A la fin des années 80, nos négociations étaient musclées. Cela nous a permis de confronter nos idées et de contresigner des objectifs. Je les ai relus. Entre 1990 et aujourd'hui, on peut dire que ce qui a été décidé alors, se met en place de manière naturelle".

• Un espoir pour les habitants de l'agglomération : les odeurs liées au traitement des eaux usées devraient disparaître !



Le Schéma directeur Assainissement prévoit la construction de deux stations d'épuration l'une à l'Ouest sur la commune de Saint Nazaire (Ile des Ecossières) et l'autre sur le territoire de la Commune de Montoir, (envisagée dans l'emprise des activités Port Autonome en bordure de Loire). L'intégration des communes du SIVOM de la Région Briéronne dans la CARENE, l'arrivée de Pornichet en Janvier 2003 et le travail de la Commission Eau et Assainissement présidée par notre camarade Roger David, Maire de Saint Malo de Guersac ont permis d'élaborer ces projets. Ces choix permettent d'envisager la disparition des stations de Gron et Sautron source d'odeurs en pleine agglomération. Ces deux équipements permettront le rejet en Loire et en Mer d'une eau compatible avec la préservation de l'environnement fluvial et maritime. Ils favoriseront un développement équilibré de l'urbanisation et des activités pour les communes briéronnes.

Roger DAVID a indiqué "qu'à l'occasion de visites de stations rénovées ou nouvelles, le traitement offrait de meilleures garanties pour réduire les odeurs".

Les élus communistes et le stand de tir à Rezé

La ville de Rezé s'était engagée auprès du mouvement sportif à réaliser un stand de tir, attendu depuis de longues années. La réalisation de l'équipement soulevait plusieurs problèmes : l'insertion paysagère, le projet initial supposant une emprise contraignante dans un espace naturel ; les risques de nuisances sonores ; le coût estimé à plus d'un million d'euros. Les élus communistes s'étaient, dès le début de l'instruction de ce dossier, montrés réservés compte tenu de ces problèmes.

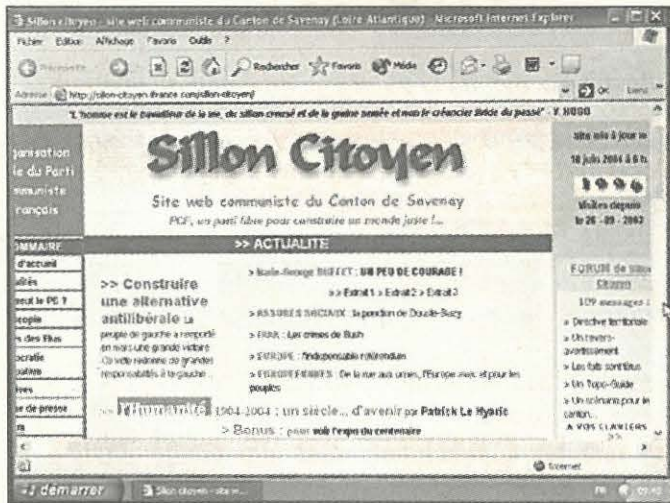
Aussi le conseil municipal du 14 mai s'est-il prononcé sur un nouveau projet. Yann VINCE exprimait à cette occasion la satisfaction des élus communistes de voir leurs remarques prises en compte : l'équipement sera semi enterré et couvert contrairement au projet initial, limitant ainsi l'emprise dans le paysage et les risques de nuisances. Reste la question du niveau d'investissement que représente la réalisation pour le budget de la Ville. L'élu communiste proposait que le Conseil général, compte tenu des priorités affirmées par la nouvelle majorité, contribue au financement, proposition retenue par la municipalité.

Débat sur la DTA à Savenay

Lors du dernier Conseil municipal de Savenay un débat important a eu lieu sur la DTA (directive territoriale d'aménagement). A cette occasion Didier POTIRON, Adjoint au maire, a déclaré au nom du groupe communiste : "Il est nécessaire dès maintenant de rééquilibrer les territoires du SCOT et ceux définis dans la DTA, entre autres en matières d'équipements. En effet, comment répondre à une demande croissante et légitime de nos concitoyens de souhaiter vivre leurs activités culturelles, sportives ou associatives sur leur territoire alors qu'ils travaillent à Nantes ou à Saint Nazaire. Ce déséquilibre est insupportable et pour rééquilibrer les territoires intégrés dans le SCOT. Il faut qu'une véritable solidarité se mette en place y compris financière pour donner de nouveaux équipements à notre population entre autres celle que beaucoup attende une piscine couverte."

Ça se passe chez nous

Sillon Citoyen : 9 mois de site web communiste à Savenay



Depuis septembre 2003, l'organisation communiste locale de Savenay a mis en ligne son site internet, "Sillon-Citoyen". Il atteint les 2000 visites pour les neuf mois écoulés, d'une activité politique intense. Quelques questions à J-Y Martin, animateur local du Parti sur les leçons à en tirer.

NLA : Pourquoi ce site web "Sillon-Citoyen" ? Etait-ce vraiment utile ?

Jean-Yves Martin : Si certains ont pu un peu en douter au début, la démonstration semble bien faite que oui. C'est qu'il ne s'agissait pas d'une concession à la mode d'internet, mais de la volonté de mettre en place, sur la durée, un nouvel outil moderne de militantisme communiste. S'il ne peut évidemment pas remplacer les incontournables activités de terrain (distributions de tract, marchés, réunions publiques, collages), il est devenu un facteur d'organisation et de suivi de ces actions. Un "plus" incontestable, donc.

NLA : Quels sont les problèmes que pose la mise en place d'un tel site ?

J-Y M : A l'usage, ils apparaissent beaucoup moins techniques - les bonnes volontés, solutions et compétences ne manquent pas - que de contenu. Car il faut sans cesse s'interroger : que voulons-nous et devons-nous faire ? Et montrer ? D'où un large choix de contenus pas étroitement "politiques", mais véritablement locaux : histoire, culture, questions d'actualité, déclarations des élus, initiatives du Parti, et interventions, sur un très large éventail de questions d'intérêt local.

C'est ainsi, dans un souci de visibilité et de crédibilité, qu'il donne bien à voir la réalité de nos nouvelles pratiques. D'où l'importance aussi de mises à jour régulières, quasi quotidiennes si nécessaire : les internautes ne reviennent pas 36 fois sur un site figé ! En fait, c'est très facile et ne prend géné-

ralement que quelques minutes.

L'interactivité est bien le maître mot. Elle prend toutes les formes possibles : le compteur des visites - puisque chaque visiteur compte pour nous, il doit être compté - divers formulaires de pétitions (parking de la gare SNCF, comité "touche pas à ma sécu"...) et d'inscription à des comités de soutien, et même d'adhésion au Parti. Avec de nombreux liens vers d'autres sites : du PCF, de l'Huma, de l'ANECR.

Prenons l'exemple du forum des visiteurs. Il compte plus de 100 messages, très divers. Il est "modéré", a posteriori, selon une charte. Ceux qui le qualifient parfois de "défouloir" sont justement ceux qui semblent le plus craindre l'expression libre des citoyens, ce qui n'est évidemment pas notre cas.

Enfin, le référencement soigné du site sur les grands moteurs de recherche (tel Google) est d'une grande importance. Il en résulte que lorsqu'un internaute y cherche "Savenay", ou "Loire et Sillon", il est orienté à coup sûr vers notre site. D'où, d'ailleurs, quelques visites un peu moins "locales", d'Autriche, du Canada, du Rwanda...!

Cela conforte en permanence le constat que notre organisation, bien au-delà de ses scores électoraux actuels, est une force locale qui compte et dont la présence et la visibilité sont permanentes.*

NLA : Quelles sont les enseignements et les perspectives de cette "expérience" ?

J-Y M : ils sont multiples. L'hébergeur du site fournit des statistiques détaillées sur la fréquentation, par heure et page. Ce sont des éléments précieux d'évaluation de l'impact de notre activité, sorte de sondage permanent sur ce qui "marche" ou non. Les temps forts sont ainsi ceux des scrutins, ou de certaines actions locales (pétitions). Le site sert donc de relais efficace à notre expression publique, notamment dans la presse locale. Un article publié provoque immanquablement une pointe de fréquentation du site dans les heures qui suivent.

Nous avons décidé de ne pas fermer le site après les cantonales. L'expérience s'est avérée plus qu'utile concernant la pérennité de nos prises de positions et pour le suivi de nos actions. Elle est donc prolongée. J'observe d'ailleurs que d'autres - candidats et institutions locales - tentent de suivre notre exemple. Mais sans qu'on retrouve vraiment dans leurs sites l'ouverture et l'interactivité du notre.

Il s'avère donc bien ainsi un outil, certes complémentaire, mais fort utile et efficace pour notre implication et notre engagement durables dans les enjeux locaux.

NB : Pour consulter Sillon-Citoyen, l'adresse est : www.sillon-citoyen.org

Le PCF à la "gay pride"

Un millier de personnes défilaient le samedi 30 mai à Nantes avec en point de mire les discriminations. La marche des fiertés lesbienne, gay, bi et trans était dédiée cette année à toutes les victimes de l'homophobie, notamment Sébastien NOUCHET, habitant du Nord de la France, brûlé vif parce qu'homosexuel. "Ce n'est pas un carnaval, c'est une manifestation" pouvait-on lire sur le dos d'un participant. Dans le cortège qui devait serpenter durant trois heures dans les rues de la ville, on pouvait noter la présence de nombreuses associations mais également d'une délégation représentant la Fédération du PCF, constituée de Yann VINCE, Delphine BOUFFENIE, adjointe à Nantes et Bruno HARZELAIE, du Collectif "jeunes". Pas d'intervention politique cette année à la fin du défilé, mais les organisateurs saluaient la présence des représentants politiques sachant qu'outre la délégation du PCF était présente une délégation de jeunes socialistes et des militants de la LCR. "Nous sommes des citoyens à part entière, concluait une responsable du centre lesbien et gay de Nantes, nous voulons voir disparaître les insultes et les agressions. Il faut aussi dépoussiérer le code Napoléon pour permettre le mariage et l'adoption."

Ruralité

C'est à l'initiative des communistes de la région de Pontchâteau qu'une vingtaine de personnes ont participé à une rencontre sur les questions de la ruralité et de la politique agricole communautaire (PAC).

Un riche débat où étaient présentes des personnalités et responsables du monde rural à l'exemple du Rédacteur en chef du journal "La Terre", d'un responsable départemental de la Confédération paysanne, d'une représentante de la Chambre d'agriculture et d'une Conseillère générale communiste des Côtes d'Armor.

Même si chacun était venu, à l'invitation des communistes, avec ses positions quelquefois contradictoires, le débat a montré les intérêts communs qui se manifestaient pour faire face à une politique communautaire et nationale qui freine le développement des exploitations et fait peser des craintes sur l'avenir de l'agriculture dans nos campagnes.

Cette nouvelle initiative des communistes de Pontchâteau renforce les liens qui se sont maintenant établis entre nous et le monde rural, nous indiquait l'un des initiateurs de cette rencontre, qui précisait que les quelques 4000 invitations à cette rencontre qui ont été distribuées, ont fait beaucoup parler sur la région et n'ont laissé personne insensible.

Abonnez-vous
aux Nouvelles
10 euros
pour l'année

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu.
Pour contribuer à sa parution, à son amélioration,
abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques
à PCF - Fédération de Loire-Atlantique
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

L'équipe des "Nouvelles"
souhaite à tous ses lecteurs
de bonnes vacances dans
l'attente de nous retrouver
des la fin du mois d'août
pour la reprise de la parution
de notre journal.
A bientôt.